

## Représentations erronées des Québécois musulmans : conséquences

Samira Laouni, présidente du [C.O.R.](#) décrit son programme:

### Communication - Ouverture - Rapprochement interculturel

Le C.O.R. est un organisme sans but lucratif qui a pour mission de contribuer à l'intégration socio-économique des femmes et des hommes subissant une discrimination intersectionnelle.

Pour atteindre un véritable vivre-ensemble, le C.O.R. veut construire des ponts solides de communication et d'échange entre les anciens et les nouveaux Québécois.

Notre travail au fil des ans sur le terrain nous permet de faire des observations et d'en tirer des conclusions qui peuvent renforcer les recherches universitaires : je ne suis donc pas une chercheuse, mais une observatrice de la réalité.

Avec l'accessibilité actuelle à toute la variété de médias, nous sommes toute et tous bombardés par des images de plus en plus déshumanisantes qui nous parviennent de nombreux points de la planète. Il s'opère dans l'esprit de certains Québécois un amalgame : ils en viennent à identifier leurs concitoyens musulmans aux fous de DAESH et compagnie!

D'autre part, au Québec, il est tellement question des musulmans dans nos différents médias que nos concitoyens s'imaginent que nous envahissons le Québec, comme certains propagandistes le font croire lors de leurs tournées et de leurs cours à l'université du troisième âge.

Quand je vais dans des classes, je demande aux élèves de secondaire 2 ou 3, ou à de futurs enseignants, combien il y a de musulmans au Québec; les réponses varient de 50 000 à 1 million!

Dès qu'ils apprennent que nous sommes 3,8 % de Québécois de confession musulmane, je leur fais remarquer que le bruit médiatique fait autour de nous est inversement proportionnel à notre nombre!

Nous savons bien que tout être vivant a une peur naturelle de l'inconnu : c'est un phénomène instinctif, puisqu'on le voit même chez les animaux; la peur va provoquer la réaction nécessaire pour se protéger. Cette réaction instinctive se dissipe - ou au contraire se renforce - selon que la fréquence des contacts infirme ou confirme la présence d'un quelconque danger.

Mais, comment en arrive-t-on à creuser le fossé qui ne faisait que s'amorcer par l'observation de différences superficielles entre êtres humains?

En somme, comment une personne passe-t-elle de la peur de l'islam inconnu, au rejet du musulman, et, finalement, dans les cas extrêmes, à l'islamophobie?

Toute la société porte une responsabilité collective pour rassurer ou, au contraire, inquiéter davantage les personnes frileuses.

Ce qui semble une conséquence de la peur des musulmans, et parfois donc de leur rejet, c'est la dure réalité d'un bon nombre de Québécois musulmans.

En effet, dans une situation de plein emploi au Québec, il y a encore des membres de certaines minorités qui acceptent des emplois qui ne sont pas au niveau de leurs qualifications ou qui ne trouvent carrément pas d'emploi.

Pour l'ensemble des immigrants au Québec, le taux de chômage est passé de 22,7 à 10 % en 2017, et le taux d'activité des femmes a augmenté.

Considérons les Maghrébins qui représentent le plus fort contingent d'immigrants francophones.

Leur taux de chômage, qui frôlait les 30 % en 2011, s'est résorbé : en 2015, Frédéric Castel, chercheur au CRIEC, avait établi qu'il se situait à 16 % pour les hommes et à 19 % pour les femmes. Il est logique de supposer qu'il continue à régresser, vu la bonne santé économique du Québec en 2018. Comme explications de cette diminution, on peut citer les programmes efficaces du MIDI (PILI, PRIIME); l'acceptation d'emplois déqualifiés par un plus grand nombre de ces immigrants; ou encore, le départ du Québec de chômeurs (en effet, le taux de rétention des immigrants avait diminué en 2013 et 2014).

Le taux de chômage chez les minorités racisées, issues ou non de l'immigration, se situerait à 13%, selon un reportage de Sophie Langlois (Radio-Canada, 4 octobre 2017). Pourtant, il manquerait 25 000 employés issus des minorités visibles dans les organismes publics (selon un reportage de Thomas Gerbet (2016) citant une analyse de la Commission des droits de la personne de 2014). Il affirmait que «la province emploie en moyenne 5 % de minorités visibles alors qu'elles comptent pour 11 % de la population».

Il n'y a aucun doute que les représentations erronées des Québécois musulmans, que ce soit leur nombre ou leurs supposée dangerosité conduisent aux problèmes d'intégration socio-économiques qui subsistent à la deuxième génération : un Laouni ou un Fall, nés ici, risquent d'éprouver les mêmes difficultés que leurs parents. Celles-ci peuvent mener à un repli identitaire aussi bien de cette minorité que de la majorité canadienne-française.

**De toute façon**, les comparaisons avec les taux de chômage de l'ensemble des Québécois démontrent un problème ... qui continue à être criant! On peut se référer aux études de Paul Eid, de Brahim Boudarbat et Gilles Grenier, de Michèle Vatz Laaroussi, de Pierrette Beaudoin, pour avoir un portrait récent, quoique partiel, de la situation de l'emploi chez les nouveaux arrivants.

Par contre, ce dont on parle trop peu, ce sont les exemples de réussites:

- **Professeur Mohammad Sawan** Directeur de la chaire de recherche du Canada en dispositifs médicaux intelligents Polytechnique Montréal et Officier de l'Ordre nationale du Québec;
- **Professeure Rkia Laroui** Université de Rimouski, chevalière de l'Ordre national du Québec et VP du CSF ;

- **Professeure Farida Cheriet** Polytechnique Montréal ;
- **Ayat Salman** chercheuse au Centre de recherche McGill et gère le programme de Recherche clinique HPB et transplantation ;
- **Professeur Khadiyatoulah Fall** titulaire de la chaire d'enseignement et de recherches interethniques et interculturels (CERII) ;
- **Nour Farhat** avocate ;
- **Lamine Foura** militant polyvalent, fondateur de Média Maghreb, fondateur du Congrès
- Maghrébin au Québec (CMQ) et ingénieur chez Bombardier ;
- Et bien d'autres...

## **EFFRITEMENT DES SOLIDARITÉS**

Aujourd'hui, nous sommes là pour nous rappeler, nous rappeler cette douloureuse tragédie du 29 janvier 2017 et faire en sorte qu'elle ne se reproduise plus jamais.

La tragédie du 29 janvier 2017 avait provoqué une réaction générale de compassion et de soutien à travers tout le Québec. Lors de la Vigile, les rassemblements de dizaines de milliers de nos concitoyens par un froid glacial nous avaient démontré une solidarité absolue, qui nous prouvaient que le Québec est une terre d'accueil, de bienveillance et de respect.

Malheureusement, cette merveilleuse solidarité n'a duré que quelques semaines : les réseaux sociaux se sont enflammés avec des propos haineux; le populisme s'est décomplexé, ce qui a entraîné une éclosion de groupes d'extrême-droite qui ont poussé comme des champignons, particulièrement dans la région de Québec, quelques-uns plus dangereux que d'autres.

Comment juguler cette peur qui se transforme en islamophobie, c'est-à-dire un racisme ciblé sur les personnes musulmanes... ou même qu'on IMAGINE musulmanes?

## **CONCLUSION**

Rappelons que le 1er octobre 2015, l'Assemblée nationale avait adopté à l'unanimité une motion contre l'islamophobie, à l'instigation de Françoise David, porte-parole de Québec solidaire. Mme David avait justifié son geste spectaculaire ainsi : «On assiste à... une remontée de l'intolérance, une remontée de discours xénophobes, racistes, à caractère haineux à certains moments, contre la communauté musulmane... Pressée de retirer le mot «islamophobe», Mme David avait insisté : «De la même façon qu'à d'autres moments, cette Chambre a condamné, par exemple, des gestes antisémites, de la même façon, nous devons être capables, dans cette Chambre, de condamner des paroles ou des gestes islamophobes.»

Le Conseil national des musulmans canadiens, appuyé par 70 autres organismes musulmans, a demandé l'instauration d'une journée nationale contre l'islamophobie. Cette demande est légitime vu la gravité de la tragédie - six pères décédés, 6 veuves, 17 orphelins, un handicapé à vie. Mais est-ce que nos concitoyens québécois sont prêts à reconnaître la nécessité d'une telle Journée?

Le 6 décembre 1989 fut aussi une énorme tragédie contre un groupe ciblé : les femmes. Mais la Journée nationale contre la violence faite aux femmes n'a été proclamée que deux ans après.

Entre-temps, un travail d'information, de sensibilisation, de formation, avait été fait par:

- les pouvoirs publics;
- les médias;
- les universités
- les groupes de femmes : FFQ, Réseau des femmes, Conseil du statut de la femme, etc.

Or, comme il y a 50 % de femmes dans une société, un grand nombre d'entre elles se sont engagées pour cette cause. Les 3.8 % de musulmans, en s'y mettant tous, feraient-ils le poids?

**RETROUVONS NOTRE HUMANISME, SOYONS SOLIDAIRES DANS TOUTE NOTRE  
DIVERSITÉ D'ORIGINE, DE COULEUR, DE RELIGION OU D'ABSENCE DE  
RELIGION, DE GENRE ET D'ORIENTATION SEXUELLE**